

# Espace presse - Communiqués et dossiers

[Imprimer](#)

## 18 juin 2018 - Communiqué d'experts : « Risque Alcool : Monsieur le Président, écoutez les Français ! »



La classe politique est en total décalage avec l'opinion comme le démontre un sondage Opinionway publié le 14 juin par la Ligue nationale contre le cancer. Car pour les Français, la cause est entendue : à une très large majorité (77%), ils considèrent que les décideurs publics sont sous influence du lobby alcoolier, et les 2/3 jugent que

"les producteurs empêchent la mise en place d'une politique de santé efficace". Les jugements prennent à contrepied le Président de la République qui a mis toute sa force de conviction au service de la promotion de la consommation de vin.

Pire encore, face à Emmanuel Macron qui considère qu'une politique volontariste "emmerderait" les Français, les résultats du sondage, à l'inverse, montrent sans équivoque une demande de politique volontariste :

- **70%** des Français sont favorables à une interdiction totale de la publicité sur les produits alcoolisés, y compris sur internet. Ils plébiscitent ainsi un retour à la loi Evin et expriment de fait leur opposition à son affaiblissement progressif depuis 25 ans
- **58%** souhaitent la mise en place d'une taxation spécifique sur les boissons alcooliques pour compenser les dépenses de santé liées à la consommation d'alcool. Les taxes sur l'alcool ne rapportent que 3 milliards d'€ par an alors que les soins engendrés par l'alcool coûtent 8,5 milliards d'€ par an. Et de manière générale, **54%** des Français sont favorables à une augmentation du prix des produits contenant de l'alcool.
- **90%** considèrent que la prévention des risques de l'alcool chez les jeunes n'est pas suffisante
- **81%** des Français souhaiteraient la mise en place d'un étiquetage spécifique mentionnant les risques liés à la consommation d'alcool

Il est grand temps que les décideurs abandonnent une vision biaisée d'un prétendu état de l'opinion qui leur est fourni clé en main par le lobby de l'alcool, car les Français ne sont pas dupes, même si leur niveau

d'information sur les risques est perfectible (en particulier sur le lien avec le cancer du sein). Et contrairement aux discours partisans, les mesures de régulation efficaces sont populaires, notamment la limitation de la pression publicitaire et une politique des prix pour diminuer la consommation

C'est à l'évidence une bascule inéluctable de l'opinion sur le risque alcool, puisque les jeunes sont beaucoup plus favorables (72%) que les générations précédentes à des mesures énergiques et dissuasives, en particulier fiscales.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les politiques, abandonnez les lunettes opaques qui vous sont données par le lobby de l'alcool. Prenez enfin les mesures efficaces pour répondre aux inquiétudes légitimes des Français sur les risques et les dommages causés par le haut niveau de consommation d'alcool du pays. Vous n'avez même pas besoin de courage. Soyez simplement clairvoyants.

## Signataires

**Bernard Basset**, médecin de santé publique, vice-président de l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (ANPAA)

**Amine Benyamina**, professeur de psychiatrie et d'addictologie université Paris-XI

**Gérard Dubois**, professeur de santé publique, Académie de médecine

**Irène Frachon**, pneumologue, Brest

**Serge Hercberg**, professeur de nutrition, université Paris-XIII

**Catherine Hill**, épidémiologiste

**Albert Hirsch**, professeur de pneumologie, université Paris-VII, administrateur de la Ligue nationale contre le cancer (LNCC)

**Michel Reynaud**, professeur de psychiatrie et d'addictologie, université Paris-XI, président du Fonds

action addiction

**Nicolas Simon**, professeur de médecine Aix-Marseille Université, président de l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (ANPAA)

**Contact presse :**

*Pôle Communication & Plaidoyer*

01 42 33 52 89 / 01 42 33 74 86

[comm@anpaa.asso.fr](mailto:comm@anpaa.asso.fr)

Tweeter

